



Lettre n°86

Les BRICS, réalité ou utopie ?

« Beaucoup de bruit pour rien » Shakespeare.

Le récent sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à Johannesburg a été davantage suivi par les médias internationaux que le G7 ou même le G20 récemment déserté par Xi. Mais, à la réflexion, le titre éponyme de la pièce de Shakespeare en exergue de cette Lettre 86 ne résume-t-il pas la teneur de ce groupe car la thématique ressentiment-revanche portée par les BRICS n'est pas nouvelle et on peut s'interroger sur ses réalisations :

Les précédents :

En 1905, Les Japonais écrasent les Russes à la bataille de Moukden et l'événement fut célébré en Iran, en Egypte, dans l'empire ottoman ... avec l'idée que les blancs n'étaient plus invincibles. Sun Yat Sen le futur président de la République chinoise exulta. Gandhi à l'époque en Afrique du Sud fit de même. Et cette victoire accéléra l'évolution des esprits d'une partie des élites des pays colonisés.

La substance et les limites des BRICS :

L'organisation, née en 2003, a la volonté collective de s'affranchir de l'impérialisme occidental et les élites de ces pays formées dans les meilleures universités américaines critiquent sans vergogne l'Occident.

Au début des années 2010, les cinq membres des BRICS représentaient moins de 10% du PIB mondial, aujourd'hui 24%, demain les onze membres réaliseront plus de 30% du PIB mondial mais le G20, c'est 80% du PIB mondial et une telle enceinte, pays développés-pays émergents, demeure probablement mieux adaptée à la gestion des grands enjeux internationaux.

A ce jour, la population des BRICS est de 3,2 milliards, soit 42% de la population mondiale. Mais l'ensemble est hétéroclite et l'élargissement effectif au 1^{er} janvier 2024 va accentuer ces oppositions. Quoi de commun entre la riche Arabie Saoudite et l'Ethiopie pauvre, entre l'autoritarisme chinois ou russe et la démocratie brésilienne, entre l'Inde et la Chine opposées sur les hauteurs de l'Himalaya, entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, entre l'immensité russe et la petitesse des Emirats...

Au récent sommet, on a pu compter 77 pays invités dont une vingtaine de pays candidats (Indonésie, Nigeria, Venezuela...), mais rien de concret n'est sorti.

Indubitablement, la réussite de certains de ces pays engendre une confiance en eux et la réaffirmation de leur identité et de leurs valeurs. Modi, en Inde, exalte l'hindouisme, et le Parti communiste chinois laisse se développer sous son contrôle un néoconfucianisme. Pour nombre de ces dirigeants, l'ambition est de démontrer une supériorité du modèle autoritaire par rapport aux démocraties libérales.

Soyons réaliste. Si, l'Europe, union de pays culturellement et économiquement proches, 66 ans après sa création, peine parfois à forger des consensus, quel rapprochement, quelle coopération escompter de pays aussi différents que les membres des BRICS ? Quelle convergence d'intérêts entre l'Inde, proche du camp occidental et la Chine désireuse d'établir un nouvel ordre mondial ? Que penser d'une organisation où l'un des pays leader, l'Inde, juge comme menace principale, la Chine, autre membre ?

Indéniablement, le dialogue au sein des BRICS est entravé par la domination de la Chine, forte d'un PIB cinq fois plus élevé que celui de l'Inde et dix fois plus élevé que la Russie. La Chine est le principal débouché à l'exportation d'une quarantaine de pays et entend peser sur eux.

Pour une analyse objective des BRICS, de leur ambition, de leur potentiel, de leurs limites, on analysera sept aspects de cette coopération : politique, idéologique, économique, commercial, agricole, monétaire et boursier. L'accent sera mis sur l'ambition monétaire, car elle pourrait présenter des incidences sur les marchés des changes et les taux.

Sous l'angle politique, les divisions.

Des divisions accrues avec l'élargissement ?

Aussi divers soient-ils par leur régime, les membres des BRICS ont en partage de ne pas avoir condamné l'invasion de l'Ukraine et de ne pas avoir voté les sanctions contre la Russie ; ils ont pour principe de ne pas se mêler des affaires intérieures, donc notamment du respect des droits de l'homme, des autres.

L'élargissement à six nouveaux membres a du sens car l'Egypte est le siège de la ligue arabe et le lieu de passage du canal de Suez, artère clé des échanges ; l'Ethiopie, 120 millions d'habitants, 2^{ème} pays d'Afrique par la population, est le siège de l'Union Africaine ; l'Argentine, un pays proche du Brésil, est potentiellement gros producteur de gaz de schiste et, l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Emirats, sont des fournisseurs importants d'hydrocarbures, à la Chine notamment.

On ne peut manquer d'évoquer les pressions chinoises pour parvenir à cet élargissement à des pays amis de la Chine car l'Inde était initialement réticente à cet élargissement.

L'agenda chinois :

La Chine, acteur dominant de cette organisation, entend imposer son modèle autoritaire et accroître son influence à travers ses Routes de la Soie. Mais, derrière ce vocable séduisant, tous les pays, après une dizaine d'années d'expériences, souvent malheureuses, ont compris la volonté prédatrice de la Chine.

La réalisation par des entreprises chinoises, par des capitaux chinois, par des ouvriers chinois, d'infrastructures routières ou ferroviaires, ne relève pas de la philanthropie mais d'une volonté d'accéder aux matières premières de pays producteurs. Le surendettement provoqué se solde par des saisies d'actifs. Ainsi, la Chine a-t-elle pu prendre le contrôle du port d'Hambatota au Sri Lanka et envisage-t-elle maintenant d'y installer une base militaire.

La Chine incrimine les relents coloniaux des puissances occidentales mais pratique un impérialisme finalement peu différent.

La Chine affiche sa volonté de casser la domination de l'Occident sur le système multilatéral mais n'entend pas aider à l'accès de ses partenaires, Inde et Brésil, au rang de membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Des six pays dont la Chine a obtenu récemment l'admission, un seul, l'Argentine, a des élections libres et tous, sauf peut-être les Emirats proches de l'Inde, sont des clients importants pour la Chine : l'Arabie Saoudite est le principal fournisseur de la Chine en pétrole, l'Ethiopie, un gros débouché pour la Chine en Afrique, l'Egypte et l'Iran, des partenaires choyés.

Sous l'angle idéologique, les dissensions.

Ces pays se définissent par leur opposition à l'Occident, jouent la carte du ressentiment, veulent mettre à bas les organisations multilatérales créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous l'égide de l'Occident, notamment le FMI et la Banque mondiale.

L'idée est la mise en œuvre d'un modèle alternatif pour faciliter le développement et écarter la conditionnalité des prêts pratiquée par le FMI.

Au-delà de cette posture, on voit mal des actions communes se dessiner. L'unanimité des votes comme règle de fonctionnement des BRICS semble peu compatible avec l'hétérogénéité politique ou économique de ces Etats.

La Chine souhaite poursuivre l'élargissement pour fédérer des Etats contre l'Occident, d'autres membres, Brésil et Inde, sont opposés et veulent sur chaque sujet, économique, militaire... jouer la carte la plus avantageuse, parfois avec l'Occident, parfois avec la Russie, parfois avec la Chine.

Sous l'angle économique, la fracturation.

Depuis 2013, la croissance annuelle moyenne du PIB n'a pas dépassé 1% pour 3 de ses membres, la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud. Elle a été forte en Chine et en Inde. Donc, la fracturation s'est accrue. La Chine représente 70% du PIB des BRICS contre moins de 50% à l'origine.

Elargis à six nouveaux membres, les BRICS élargis vont représenter 35% du PIB mondial mais le G7 restera prééminent avec 43% soit \$43000 milliards et le G20, plus encore avec 80% du PIB mondial.

Les BRICS élargis compteront 50% de la population mondiale mais surtout seront à l'origine de 22 milliards de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre contre 9 milliards de tonnes pour le G7.

Sous l'angle commercial, la fragmentation.

Les BRICS élargis réaliseront \$6200 milliards d'exportations mais resteront plus petits que le G7 et ses \$7000 milliards d'exportations.

A l'heure d'un protectionnisme croissant des Etats-Unis, l'ambition des membres des BRICS est de promouvoir le commerce Sud-Sud mais les échanges entre ces pays sont modestes, donc l'intégration limitée. L'OMC, Organisation mondiale du commerce, redoute la fragmentation de l'économie mondiale car elle assiste, impuissante, à la montée des subventions étatiques dans des secteurs jugés prioritaires, aux relocalisations, au développement du commerce entre « pays amis », aux sanctions contre les pays ennemis, des dérives néfastes à l'heure de la montée d'enjeux internationaux comme le réchauffement climatique.

Les Américains achètent davantage au Mexique et au Vietnam et moins à la Chine, mais ces pays commercent davantage avec la Chine et les entreprises chinoises ont beaucoup investi dans ces pays. En d'autres termes, les liens sont moins distendus qu'escompté entre Américains et Chinois.

Sous l'angle agricole, les ambitions.

L'enjeu agricole est d'importance car beaucoup de pays émergents sont affectés par l'inflation alimentaire puisque l'alimentation représente souvent plus de 50% du budget des ménages.

Aider à la sécurité alimentaire des pays membres des BRICS est une ambition car les membres n'assurent que la moitié de leurs besoins.

Dans le groupe élargi, il y a quelques grands producteurs, la Russie, le Brésil et, secondairement l'Afrique du Sud mais il y a aussi des représentants de l'Afrique, Egypte et Ethiopie, où la sécurité alimentaire reste un objectif distant, l'Arabie Saoudite, pays à forte croissance démographique et l'Iran, confrontés au problème des ressources en eau ; les deux puissances démographiques de la planète, l'Inde et la Chine, qui doivent importer pour leur subsistance.

Sous l'angle monétaire.

Le poids de l'histoire :

La domination exclusive du \$ sur le système monétaire international date de 1945, des accords de Bretton Woods et elle a été pérennisée en 1971 en dépit de l'officialisation de la fin de la convertibilité du \$ en or et de la baisse du poids relatif de l'économie américaine dans le PIB mondial de 30 à 25% depuis le choc pétrolier. En 1974, l'OPEP avait voulu s'affranchir du \$ et privilégier les DTS, Droits de tirage spéciaux, pour le paiement du pétrole, mais elle échoua.

L'aspiration à offrir une alternative au \$:

Les membres des BRICS se rebellent contre le recours à l'exterritorialité des règles américaines pour sanctionner des opérations effectuées en \$. Ne voulant pas être exposés à des sanctions monétaires, comme le blocage par les Etats-Unis de la moitié des réserves de change russes, soit \$350 milliards, de nombreux Etats cherchent une alternative mais cela risque de rester un vain mot.

Que les Saoudiens acceptent d'être payés en Yuans pour leur pétrole ou que l'Argentine et le Brésil acquittent en Yuans leurs importations en provenance de Chine est une chose, mais accepter de garder les réserves en Yuans non convertibles ne paraît guère envisageable.

Les Etats-Unis représentent désormais moins de 15% des échanges internationaux mais le \$, c'est toujours 40% des émissions de dettes, 59% des échanges, c'est encore près de 90% des opérations de change dans le monde.

Le Yuan, devise la plus utilisée de tous ces pays membres, n'est pas convertible et ne pèse qu'1 à 2% des échanges internationaux, loin du \$.

En fait, l'augmentation de l'usage du Yuan provient avant tout de la Chine qui règle désormais plus de 40% de ses transactions en Yuans mais, même si sa détention de bons du trésor américain est tombée d'un plus haut de \$1300 milliards en 2011 à \$830 milliards, 60% de ses actifs sur l'étranger demeurent libellés en \$.

Politiquement, on voit mal l'Inde accepter le Yuan et, techniquement, la mise en place d'une devise commune, un équivalent de l'€, par des économies aussi différentes ne semble pas crédible.

Au mieux, à l'instar de l'Inde payant son pétrole russe en Roupies, on peut penser à la promotion des échanges en monnaies locales. Mais, à ce jour, les monnaies des cinq BRICS ne financent pas plus de 5% des échanges internationaux et aucun de ces pays n'est à même d'offrir un marché financier d'une profondeur, d'une liquidité, d'une stabilité comparable à celle du \$.

Aussi, le système monétaire ne va pas évoluer demain et, dans l'intervalle, les Etats-Unis pourront continuer à financer leurs déficits avec l'épargne internationale.

La NBD, Nouvelle Banque de développement :

Créée en 2015 avec un capital de \$50 milliards, seule institution commune des BRICS, elle est supposée offrir une alternative au FMI et elle compte parmi ses membres, l'Egypte, le Bangladesh, les Emirats et une quinzaine de candidats.

Dirigée par Dilma Rousseff, elle est désireuse de faire des prêts pour les infrastructures et le développement durable non en \$ mais en monnaies locales et sans conditions de réformes.

Mais, trois faiblesses ressortent :

- D'une part, cette banque est notée AA avec perspective négative car la Russie a 19% du capital et elle a dû stopper toutes opérations avec la Russie par craintes de sanctions.
- Ensuite, depuis sa création, la NBD n'a réalisé que \$33 milliards de prêts quand la Banque mondiale a prêté \$78 milliards.
- Enfin, si la volonté est de se passer du \$, l'objectif est manqué car près de 70% de ces prêts ont été réalisés en \$ et seulement un cinquième des prêts de la NBD l'a été en devises locales.

En résumé, la Banque nouvelle de développement constitue une médiocre alternative aux institutions multilatérales.

Sous l'angle boursier.

Au regard des Etats-Unis, qui représentent toujours plus de 40% de la capitalisation mondiale, offrent la meilleure attractivité pour des valeurs technologiques en quête de cotation et la meilleure liquidité pour les placements, aucun des BRICS n'est susceptible d'offrir une alternative, tout au plus une diversification pour les investisseurs. La cotation de nombreuses sociétés chinoises aux Etats-Unis en dépit des tensions politiques entre les deux pays est un bon indicateur.

Conclusion : que représentent les BRICS ?

***« L'art de ne rien vous dire avec de grands discours...et ce n'est que du bruit que tout ce qu'on écoute »
Molière dans le Misanthrope.***

On a commencé avec Shakespeare, finissons cette Lettre avec Molière et il y a là à nouveau comme un écho au manque de concret, à l'absence d'action des BRICS et beaucoup de doutes quant à la capacité d'agir à l'unanimité dans un ensemble élargi à six nouveaux membres.

- ***Les BRICS comme bloc politique ?***

Les BRICS offrent l'apparence d'un bloc de pays émergents contre l'Occident, d'une confrontation contre l'Occident souhaitée par Poutine et Xi mais cette image est loin de la réalité.

Au-delà de la volonté plus ou moins partagée de trouver une alternative au modèle occidental, beaucoup de pays se méfient de la Chine. Les différences, les divergences, entre les onze pays membres des BRICS signifient une incapacité à s'entendre sur des décisions à l'unanimité.

Il est plus approprié d'évoquer la fragmentation, de souligner l'opportunisme des Etats, l'approche désormais transactionnelle des puissances moyennes. Modi est un exemple quand, un jour il achète du pétrole et des armes à la Russie, le lendemain il affiche une proximité avec les Etats-Unis ou la France.

Sous l'angle politique, les pays Occidentaux doivent s'employer à montrer aux membres des BRICS et aux 152 pays en développement, membres de l'ONU, le caractère impérialiste de la démarche chinoise :

Aux difficultés de son marché domestique, aux obstacles croissants rencontrés dans ses exportations à destination des pays Occidentaux, la Chine tente de trouver des relais de croissance, veut s'assurer les denrées alimentaires et les matières premières indispensables à son développement.

Et, toute à sa volonté de dominer les instances multilatérales, la Chine cherche à contrôler un maximum d'organisations de l'ONU et pousse non seulement les BRICS mais aussi l'OCS, l'Organisation de coopération de Shanghai, qui compte 9 membres dont 4 puissances nucléaires, l'Inde, la Chine, le Pakistan et la Russie.

- ***Les BRICS comme bloc idéologique ?***

L'Occident n'a rien à craindre de la concurrence des BRICS mais ne doit pas ignorer le message porté par cette organisation. Biden l'a bien compris quand il annonce vouloir porter une réforme du FMI et de la Banque mondiale, deux instances dominées depuis leur création en 1945 par les pays Occidentaux et leur idéologie.

Sous l'angle idéologique, les valeurs dites universelles, liberté d'expression et d'opinion, liberté des élections, récusées par la Chine, ne sont pas des vains mots et ne relèvent pas d'un impérialisme déguisé.

- ***Les BRICS comme bloc économique ?***

Depuis la création des BRICS, la seule réalisation du groupe est la NBD, Nouvelle Banque de développement, et le montant de ses développements est modeste.

Sous l'angle économique, les préoccupations communes de la planète, exemple le réchauffement climatique, doivent l'emporter sur des querelles idéologiques.

- ***Les BRICS comme bloc commercial ?***

La réponse est négative car les échanges entre ces pays sont souvent faibles.

Le projet de corridor Europe-Moyen Orient-Inde présenté au G20 est une réplique aux Routes de la Soie. Le PGII, Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux, présenté lors du G7, a également promis \$600 milliards pour financer des infrastructures et offrir aux pays émergents une alternative aux Routes de la Soie.

Réformer la gouvernance internationale va prendre du temps, mettre en œuvre une alternative au \$ en prendra plus encore car faible est la capacité de ces pays à s'entendre.

En synthèse, les BRICS ne sont ni un bloc politique, ni un bloc idéologique, ni un bloc économique, ni un bloc commercial.

Genève, le 15 septembre 2023

Bruno Desgardins

Bruno Desgardins
CIO
Switzerland



SingAlliance Pte Ltd

20 McCallum Street
#18-01 Tokio Marine Centre
Singapore 069046
T: +65 6303 5050
E: info@singalliance.com

SingAlliance (Switzerland) SA

16bis rue de Lausanne
1201 Geneve
Switzerland
T: +41 22 518 85 85
E: info.switzerland@singalliance.com

SingAlliance (Hong Kong) Ltd

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre
248 Queen's Road East
Wanchai, Hong Kong
T: +852 2639 3659
E: info.hongkong@singalliance.com

**SingAlliance Pte Ltd
(DIFC Representative Office)**

The Gate, Level 13 East, Office 10, DIFC
PO Box 121208 Dubai, UAE
T: +971 (0) 4 401 9158
E: info.dubai@singalliance.com



Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.